

### *Accords de Bretton Woods*

J'attends beaucoup des accords de Bretton Woods. Je ne suis pas comme certains parlementaires français qui jettent le blâme de la plus grande partie de l'inflation française actuelle sur ces accords et sur le peu de contrôle de l'Euro dollar. J'avoue que je ne puis les comprendre. Peut-être auront-ils l'occasion à l'avenir de m'impressionner davantage. Et j'ai l'intention en tout cas d'examiner plus à fond leur théorie. On a fait valoir des formules qui permettraient de briser la rigidité des anciennes valeurs des monnaies de réserve, en important des normes. Toutes ces formules ont eu la vedette pour un temps, et ont connu la vogue, et ont été remplacées par d'autres. Elles avaient des noms pittoresques, norme mobile, serpent et autres.

Il faudra inclure les puissances financières de l'OPEP qui vont aussi devoir adopter une attitude très réaliste, et prendre leurs responsabilités vis-à-vis des relations monétaires internationales. Tout cela est parfait pour certains pays qui vont pouvoir édifier un fonds de devises étrangères, aux dépens des autres pays et ce sera à qui va pouvoir plumer son voisin. Comme le très honorable représentant de Prince-Albert a l'habitude de dire, il n'y a pas de ruelle qui n'ait ses poubelles. Les pays qui s'engagent dans des pratiques fort contestables en ce qui a trait à leurs relations financières avec d'autres pays vont avoir des problèmes un jour ou l'autre.

● (2050)

Les députés ont beau exprimer leurs opinions concernant les accords de Bretton Woods, il ne peuvent pas y changer un iota. C'est un accord international qui a été conclu par le gouvernement en vertu de ses pouvoirs. Je suppose que si la Chambre désapprouvait vivement les accords de Bretton Woods et qu'elle rejetait le bill, que la signature du gouvernement de ces accords internationaux était rejetée par son Parlement, cela donnerait matière à spéculation, mais je suis sûr qu'en général, tout le monde souhaite un peu d'ordre au sein du marché financier international.

J'espère toutefois que nous ne serons pas montrés du doigt par les pays du monde du fait que dans notre intérêt purement national, nous avons décidé en somme de ne plus contribuer à la monnaie de réserve, comme le veut l'accord du FMI. C'est là un geste dont nous pourrions bien nous repentir. D'un certain côté, nous avons pu gagner sur tous les tableaux jusqu'ici, mais cela ne fera qu'un temps. J'aurais aimé une plus grande stabilité durable dans ce domaine, mais j'arrête là mon intervention, qui marque également la fin de la participation de mon parti à ce débat.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots au sujet de ce bill compliqué et mal compris. En gros, il concerne la participation du Canada au Fonds monétaire international et aux échanges internationaux. Le bill soulève certaines questions. Le but original était d'aider les pays à reconstruire l'Europe après la guerre. Ce but a été atteint, mais des problèmes plus graves ont surgi.

Pour la première fois, les pays de l'OPEP possèdent et détiennent une bonne partie des devises étrangères, et les pays industrialisés de l'hémisphère ouest qui, d'un point de vue national, étaient jadis riches, sont maintenant dans bien des

[M. Lambert (Edmonton-Ouest).]

cas débiteurs. C'est particulièrement le cas de la Grande-Bretagne, de l'Italie et même du Canada. Même les pays puissants comme l'Allemagne et le Japon sont manifestement tributaires de l'attitude des pays de l'OPEP à l'égard du reste du monde. Certains pays producteurs de pétrole ont fait preuve d'une grande intuition et d'une grande compréhension à l'égard des problèmes du monde, et il faut les féliciter de leur patience, mais de nombreux pays industrialisés connaissent des problèmes financiers plus graves que ceux qu'ils ont déjà connus, surtout la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. Toutefois, en raison de la découverte possible de pétrole dans la mer du Nord, la Grande-Bretagne risque de voir arriver une bonne quantité de devises étrangères au cours de la prochaine décennie. Même là, cette dernière modification aux accords de Bretton Woods signifie que nous délaisserons le traditionnel étalon or qui a prévalu pendant des centaines d'années. Cela ne représente qu'une petite partie des droits de tirage spéciaux, mais l'or était important. Presque partout, il n'y a plus maintenant que du papier-monnaie.

La réussite du Fonds monétaire international dépend de la compétence des administrateurs du Fonds. Si tous les pays industriels créent un fonds commun, nous parviendrons peut-être à nous entraider. Mais, il se peut fort bien que le système finisse par s'écrouler. Il y a beaucoup d'économistes réputés dans le monde entier qui envisagent cette possibilité et on ne peut pas, à mon avis, les ignorer; ce ne sont pas des dangers illusoire. Pas plus que nous ne devons penser que les événements sont par nature imprévisibles ou qu'il y a très peu de risques de crise monétaire insoluble. Je pense au contraire que c'est ce qui risque fort d'arriver et c'est aussi ce que pensent de nombreux économistes qui sont au courant des tensions financières internationales. Même dans notre pays, où nous nous y sommes en principe un peu mieux pris que d'autres pays en ce qui touche la croissance, il est intéressant de noter que les dernières données de Statistique Canada montrent que de 1970 à maintenant, la masse monétaire que représente notre économie est passée de 86 milliards à 200 milliards de dollars. Cela semble beaucoup, mais plus de deux tiers de cette somme vient purement de l'inflation. Autrement dit, l'inflation représente à elle seule 80 milliards de dollars de la masse monétaire de notre économie, comparée à ce qu'elle était il y a sept ans.

L'inflation sévit dans le monde entier, mais on a peine à comprendre pourquoi on ne peut la juguler en redressant les devises et la situation commerciale des différents pays. Je crois donc qu'il est opportun de poser des questions et de se demander si l'accord monétaire international peut effectivement empêcher une chute subite et prononcée des devises. De toute façon, je présume que ce projet de loi permettra au Canada d'avoir son mot à dire sur les activités financées par la caisse et c'est avec beaucoup de scepticisme que j'envisage ce projet de loi. Toutefois, c'est l'une des façons dont nous pouvons en tant que pays industrialisé évolué, contribuer sur le plan international au régime économique occidental.

**M. l'Orateur adjoint:** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.